

Elections fédérales: pour des choix politiques mais pas partisans



Jean-Daniel Balet*

Pendant des décennies, la formule magique a régi l'élection au Conseil fédéral (CF), permettant, à travers une représentation naturelle et équilibrée de la société civile au sein du pouvoir exécutif, la conduite de la collectivité vers des objectifs adaptés aux aspirations de sa majorité. En décembre 2007, une partie du parlement a transgressé ces règles non écrites. Puis, d'aucuns ont appelé à une élection par le peuple...

Si tout le monde sait que c'est dans les vieilles marmîtes qu'on fait la meilleure soupe, encore faut-il avoir une bonne recette. La formule «magique» ne se résume pas à une simple suite de chiffres immuables. Elle est un véritable concept d'organisation politique: les partis «gouvernementaux» de par leur succès aux élections fédérales obtiennent un «droit» implicite de siéger au sein du Conseil fédéral. Ils préparent leurs candidats à la haute tâche qui les attend, les présentent aux parlementaires qui les évaluent et les élisent. Les membres du CF bénéficient alors d'une légitimité incontestable puisque leur statut et leur pouvoir relèvent du choix des représentants du peuple et qu'ils sont inconditionnellement soutenus par les forces politiques qu'ils représentent.

Forts de cette légitimité, les sept Sages publient et défendent leurs décisions comme un seul homme. Evidemment, elles ont été préalablement mûrement réfléchies, les pour et les contre ont été confrontés et une partie a gagné. Mais une fois qu'il a tranché, le CF s'exprime à l'unanimité et ses membres défendent solidairement leurs décisions contre vents et marées.

Dans le passé, notre CF a pu

exercer le pouvoir à la manière d'un despote éclairé, ce qui fit les beaux jours de nombreuses générations. Mais le coup d'Etat parlementaire du 12 décembre 2007 et l'orientation donnée aux élections du CF qui ont suivi ont conduit à l'affaiblissement du pouvoir exécutif et à la dispersion du leadership de nos autorités exécutives.

En effet, au lieu d'accepter la position de l'UDC, gagnante des élections parlementaires (les plus représentatives de notre pays) et qui soutenait la réélection de ses deux représentants au CF, une frange du parlement, sous la houlette d'ambitieux stratèges, préférant leurs intérêts particuliers à une saine gestion de l'intérêt général, a nommé au gouvernement une personne qui dut trahir son parti pour accepter son élection. Sans tenir compte du droit des partis à être légitimement représentés au sein du Con-

.....
Sur les strapontins de la scène internationale ou para-étatiques, notre pays est mis au banc des accusés
.....

seil fédéral, ou de ne pas l'être, les parlementaires, dans un «jeu» démocratique partisan, choisirent une personnalité qui allait devenir leur otage au sein du CF, devant davantage se préoccuper de sa réélection que de l'avenir du pays. Un parlement inspiré ne se serait jamais livré à une telle manœuvre. Opposé à la position de l'UDC (Christoph Blocher ou personne d'autre), il aurait pu et dû élire une personnalité d'un autre parti gouvernemental, tant il est vrai que de nombreux candidats compétents et bénéficiant du soutien de leurs formations politiques étaient prêts à présider aux destinées de la Suisse. Les années qui ont suivi, ce précédent fut malheureusement reconduit, puisque les Chambres renoncèrent à élire des

leaders trop brillants (!) au profit de candidats certes de qualité mais sans grande maîtrise de l'exercice du pouvoir exécutif.

Force est de constater que nos conseillers fédéraux actuels sont devenus de simples gérants de leurs départements respectifs, visant surtout à ne pas faire de faute, chacun dans leur coin, sans se soucier de la direction générale et stratégique du pays.

Manquant de vision géo-économique, donnant des réponses politiques à des attaques économiques, choisissant des armes diplomatiques pour lutter contre la cupidité des pays concurrents et leurs agressions à peine voilées, la Suisse a cédé à toutes sortes de demandes de l'étranger et abandonné la défense de valeurs propices à la prospérité. Le réveil est très dur et le constat simple: sur les strapontins de la scène internationale ou para-étatiques, notre pays est mis au banc des accusés et taillable à merci.

Il est temps d'en finir avec le ronronnement anesthésiant de notre gouvernement docile, sensible aux idées angéliques et amorphe face aux pressions étrangères. Un pays a besoin de dirigeants indépendants et visionnaires.

Pour que ne se répètent pas les erreurs du passé, les candidats à un siège au parlement devront se prononcer sur leur appréciation d'une formule magique qui a fait ses preuves. Ils devront prouver leur attachement à l'organisation originale de la vie civique et politique suisse en s'engageant à élire, selon la formule magique, une équipe de dirigeants qui puisse extraire notre pays de la torpeur dans laquelle il a baigné ces dernières années. Les sept Sages ne sont pas responsables de leur élection, les parlementaires oui! Au moment d'élire nos représentants aux Chambres, n'oublions pas que c'est finalement à eux qu'incombera le soin de nommer les prochains membres du Conseil fédéral.

* SwissRespect